

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 9 janvier 2013

La transition énergétique : 2020-2050, un avenir à bâtir, une voie à tracer

Déclaration du groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse partage le constat établi dans l'avis ; tant les facteurs environnementaux, qu'économiques et politiques, nous poussent à modifier en profondeur et à réduire notre consommation d'énergie.

Cette réduction doit se faire par l'arrêt des gaspillages énergétiques, cela passe par des actions d'efficacité énergétique ainsi que par des actions de sobriété énergétique (arrêt du superflu, comme les enseignes publicitaires lumineuses animées par exemple). Comme nous l'a rappelé une des personnes auditionnées en section, chaque panneau vidéo de publicité consomme 6 000 kWh soit la consommation électrique de deux familles par an !

Dans cette perspective, notre groupe soutient avec force la proposition de l'avis de faire du prochain débat national sur la transition énergétique un travail de pédagogie de la sobriété. En effet, et l'avis le montre bien, une des conditions de la réussite de la transition sera de la rendre socialement acceptable par les citoyens. Cela passe, notamment, par l'éducation à l'environnement et au développement durable, déjà développée par les acteurs associatifs et qui doit être dès aujourd'hui pleinement soutenue par le ministère de l'Éducation nationale. Comme le rappelle l'avis, l'apport des sciences humaines et sociales à la transition a toute son importance et doit être valorisé.

Notre groupe a cependant une position plus réservée sur certaines positions de l'avis :

Sur le nucléaire, la volonté de l'avis de souligner le *dissensus* de l'assemblée a conduit à une rédaction parfois contradictoire et à une perte de clarté dans les propos. Certes, le nucléaire est une filière d'excellence pour notre pays, mais notre compétitivité se fait à des coûts auxquels un crédit insuffisant est accordé. Par exemple, les conséquences sanitaires et environnementales de l'exploitation de l'uranium, notamment, en Afrique (au Gabon et au Niger) sont, elles, à peine évoquées alors même que les sociétés civiles ont alerté le mois dernier sur le désinvestissement des entreprises dans la gestion de ces risques. Il en est de même sur la question de la gestion des déchets radioactifs qui posent une question de long terme et de très long terme pour les générations futures.

Sur l'exploration des gaz non conventionnels, notre groupe défend une position d'extrême prudence, aucun rétropédalage ne sera possible en la matière. Développer cette énergie fossile risque également de repousser l'impératif de la transition énergétique.

Nous devons investir dans la sobriété énergétique, dans les énergies renouvelables, sources d'innovations technologiques, de création de valeur et d'emplois. C'est une troisième révolution industrielle qui se dessine.

Se lancer dans la transition énergétique est la responsabilité de notre génération. Elle consiste à agir pour que les effets de notre action soient compatibles, comme nous le rappelle Hans Jonas, avec la permanence d'une vie authentiquement humaine.

En dépit des réserves exprimées, le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a voté en faveur de l'avis.